

Abo Réchauffement planétaire

Pourquoi décarboner la planète finance ne suffit pas

L'Union européenne met en place les premières normes contraignantes pour les banques en matière d'investissement durable. Mais il ne faut pas se tromper de cible: la réduction des émissions directes de CO₂ doit primer.

Nicolas Pinguely
Publié: 11.03.2021, 17h30

3 commentaires



Une bulle financière semble se gonfler sur les actions des firmes actives dans les énergies renouvelables.
KEYSTONE

Dans l'air du temps. L'Europe se veut à la pointe en matière d'investissement vert. Les premières dispositions du règlement européen SFDR, portant sur la publication par les banques d'informations sur la durabilité des investissements nichés dans les portefeuilles de la clientèle, sont entrées en vigueur cette semaine. «Il y a une forte demande des fonds de pension et des fonds souverains pour connaître l'empreinte carbone des entreprises dans lesquelles elles investissent», souligne Antoine Mach, directeur de l'agence de notation Covalence.

En vérité, les analyses ESG [passant au crible](#) les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance sont partout. Alors, sauvée la planète? C'est aller un peu vite en besogne. On oublie que les banques ou les grands investisseurs, telle la Banque nationale suisse (BNS), souvent décriées, polluent peu directement. «Si vous décarbonnez uniquement la sphère financière et pas la sphère réelle, vous n'aurez pas un gramme de CO₂ émis en moins», rappelle Jean Laville, associé à Conser et directeur adjoint de la plateforme Swiss Sustainable Finance (SSF). Et comme le changement climatique va toucher tout le monde, c'est bien l'économie réelle qui doit être décarbonée.

Réduire les émissions

En Suisse, la nouvelle loi sur le CO₂ va dans ce sens. Elle vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement de la planète (hausse des prix du carburant, taxes sur les billets d'avion, normes strictes sur le chauffage, etc.).

«Si vous décarbonnez uniquement la sphère financière et pas la sphère réelle, vous n'aurez pas un gramme de CO₂ émis en moins.»

Jean Laville, associé à Conser et directeur adjoint de la plateforme Swiss Sustainable Finance (SSF)

Cela étant, la finance constitue un levier pour mettre sous pression les entreprises polluantes. En la matière, les valeurs pétrolières et gazières traînent généralement derrière elles une odeur de soufre. Les ONG demandent souvent aux banques et à la BNS de leur couper les vivres. Une position qui n'est pas partagée par tous. «En tant qu'actionnaires, les grands investisseurs, tels UBS ou BlackRock, préfèrent dialoguer avec les entreprises pour les pousser à adopter de bonnes pratiques ESG, plutôt que les exclure», relève Antoine Mach.

Ne pas exclure les pétroliers

Pourquoi cela? Ne plus financer l'activité de Chevron et autres sociétés gazières ou minières pourrait s'avérer contre-productif. «En excluant ces sociétés, on prend le risque de compliquer le financement pour Shell, BP ou encore ENI, alors que ces dernières ont des objectifs ambitieux en termes de neutralité carbone et de production d'énergie propre», confie Antoine Mach. Un tel retrait renchérirait le coût du capital de l'ensemble du secteur.

La finance durable est traversée par plusieurs courants. «Désinvestir peut procurer un confort moral, et envoyer un signal d'alarme, jauge le directeur de Covalence, sceptique. Mais investir dans les entreprises qui progressent, dialoguer et les challenger en tant qu'actionnaire est tout aussi important.»

De son côté, Jean Laville rappelle que la vraie source de pollution provient des clients qui brûlent le pétrole. Cela concerne aussi bien les usines que le chauffage, les voitures ou encore le plastique. «Finalement, l'intensité en CO₂ de l'industrie pétrolière pour raffiner et produire n'est pas très élevée par rapport à celle de ses clients», explique-t-il. C'est donc bien sur l'ensemble des émissions directes de CO₂ qu'il faut agir.

Le social à la peine

Cela met en avant la difficulté à faire des analyses de durabilité. «Dans les analyses ESG, l'environnement prend beaucoup de place par rapport aux aspects sociaux et de gouvernance d'entreprise», observe un gérant indépendant de fonds, soucieux d'anonymat. Ce dernier le regrette. «Certes l'empreinte carbone est une problématique importante, mais si vous fermez brutalement une mine ou réduisez drastiquement les activités du pétrolier Exxon, vous allez mettre des gens au chômage.» En clair, les aspects sociaux seraient trop souvent laissés de côté par les analystes financiers spécialistes en durabilité.

Ce gérant de fonds prône le pragmatisme. La mue doit se faire en douceur. On ne va pas passer du jour au lendemain d'un monde utilisant beaucoup de pétrole et de gaz à un monde tournant à 100% au solaire et à l'éolien. «Cela va prendre deux ou trois décennies, assure-t-il. Il faut laisser du temps pour que les gens puissent se reconvertir de la mine à l'informatique.»

Une bulle verte

Preuve de l'engouement, une bulle financière se gonfle dans le secteur des énergies renouvelables. «Toutes les banques lancent des fonds ou des certificats sur l'hydrogène, les batteries électriques, l'éolien ou le solaire, dont les valorisations sont devenues totalement irrationnelles», note le gérant.

Cet emballement fait clairement grimper les risques de pertes boursières, car «les critères financiers et économiques sont laissés de côté». Les placements dans Tesla et autres Nextera promettraient aux investisseurs des lendemains qui déchantent. De quoi se retrouver vert de rage.

UBS se dit exemplaire en matière de durabilité

[Afficher plus](#)

Publié: 11.03.2021, 17h30

3 commentaires

Votre nom

Sauvegarder

Frederic

12.03.2021

On se demande souvent ce que le capitalisme peut faire pour l'écologie. En se posant la question à l'envers, on comprend mieux le véritable enjeu, à savoir comment le capitalisme organise sa survie par l'écologie. La réponse est simple: en continuant à faire la seule chose qu'il peut faire et qui s'est généralisée au monde, ne valoriser que ce qui se valorise. C'est-à-dire accrocher une étiquette et un prix à tout ce qui a une chance de favoriser sa reproduction et par là-même sa croissance. Tendanciellement, on voit où cela nous a mené, et on imagine naïvement que la finance dont une infime partie (3% de la masse) fait son vrai travail d'investissement dans l'économie réelle va nous aider à une transition qui de toute manière ne se fera qu'à ses conditions.

.....

[Voir tous les commentaires](#)

ARTICLES EN RELATION



Abo Mode de financement Un nouveau type d'obligations durables fait mouche

Les emprunts obligataires liés à la durabilité, dont le taux d'intérêt versé aux investisseurs grimpe si des objectifs environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance ne sont pas atteints à l'échéance, attirent les entreprises.



Abo Investissement responsable La Suisse se rêve en leader mondial de la finance verte

La Confédération a adopté des lignes directrices qui doivent faire du pays une place financière incontournable en matière de développement durable.

Mis à jour



Union européenne Les produits financiers «verts» mieux classifiés

L'Union européenne essaye d'empêcher le «Greenwashing» avec un nouveau système de classification.